Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 507

Artikel: Branle-bas politique et dépendances
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016568

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

GENÈVE

Cointrin : un sujet trop important pour les députés

A Berne, les parlementaires fédéraux décident de l'armement jusque dans les détails. A Genève, au nom de l'efficacité et de la séparation des pouvoirs, les députés ont renoncé à se donner les moyens de contrôler le développement de l'aéroport de Cointrin. Un projet de loi socialiste, refusé par la majorité bourgeoise, prévoyait que le Grand Conseil se prononce sur les constructions nouvelles, les modifications de gabarit des bâtiments existants, la surface des pistes et des aires de stationnement, la modification de la nature des pistes.
Un peu d'histoire est ici nécessaire. En 1972 le peuple genevois accepte d'extrême justesse un crédit de 48 millions pour l'équipement de l'aéroport. Pour convaincre les citoyens, les autorités jurent leurs grands dieux que Cointrin ne grandira plus; il était question à cette époque d'un allongement des pistes jusque dans la zone agricole de Collex-Bossy.
Dès lors, toute la stratégie consiste à développer l'aéroport intercontinental non plus en surface mais en intensité, et à soustraire les modalités de ce développement au contrôle populaire.

Le Conseil d'Etat prévoit pour 1990 un doublement du nombre des passagers et un accroissement des vols de 37%. Les aménagements nécessaires pour faire face à cette évolution — plus de 232 millions pour les dix prochaines années, sans compter 70 millions pour l'aérogare du frêt et 200 millions pour le raccordement ferroviaire à la gare de Cornavin — échappent au contrôle du Grand Conseil grâce à un ingénieux mécanisme: ce n'est pas le budget du canton qui est mis à contribution, mais un fonds d'adaptation et de renouvellement mis en place par le Conseil d'Etat en 1976; ce fonds est alimenté par une partie des taxes de passagers et des redevances d'atterrissage et géré par le Département de l'économie publique, après consultation d'une commission présidée par le chef dudit département, où l'on trouve un haut fonctionnaire, le directeur de l'aéroport, en compagnie d'un député de chaque parti représenté au parlement cantonal. La discussion est toujours plus agréable en cercle restreint.
Une variante consiste à faire financer un investissement par Swissair — halle de manutention — et à rembourser la compagnie nationale en la dispensant du loyer qu'elle paie normalement jusqu'à liquidation de la somme.
Il faut ajouter que le conseiller d'Etat Borner a su mener, à travers la presse notamment, une campagne de choc, d'où il est ressorti que l'aéroport de Cointrin est un sujet tabou; en discuter, même dans le cadre du Grand Conseil, c'est déjà mettre en question son existence future, vitale pour l'économie genevoise.

Reste que précisément l'importance de cette infrastructure nécessite un débat.
Pour quelle politique des transports ces investissements importants?
Est-il nécessaire de développer les liaisons intereuropéennes alors que les trains à grande vitesse sont déjà une réalité (bientôt Genève-Paris en moins de quatre heures)?
Jusqu'à quand pourra-t-on se payer le luxe d'importer par les airs des fraises de Californie en plein hiver, pour ne prendre qu'un exemple parmi les nombreux types de transports aériens insensés à l'heure où le pétrole se fait rare.
A toutes ces questions M. Borner et ses experts seront seuls à répondre.

ENERGIES

Branle-bas politique et dépendances

Jour après jour, c'est avec plus d'acuité, semble-t-il, que toute une partie de l'Occident prend conscience de sa "dépendance" en matière d'énergie. Grand branle-bas politique depuis des mois, sentiments nouveaux d'impuissance chez des populations habituées à camper sans autres sur leurs privilèges de riches.

Dans cette perspective, un rappel, un tout petit rappel, sans avoir bien sûr l'ambition de cerner le sujet en quelques lignes.

Il est d'autres dépendances, encore beaucoup plus intolérables dirait-on, qui affectent depuis longtemps l'existence d'une bonne partie du globe. Epreuves de forces terribles qui n'ont jusqu'ici pas entamé les bonnes consciences occidentales, même si leurs échos assourdis trouvent de temps à autre aujourd'hui des oreilles attentives dans les pays industrialisés. La "crise" de l'énergie sera-t-elle l'occasion d'une meilleure compréhension, sous nos latitudes, des enjeux mondiaux?

Voyez, par exemple, la bataille internationale pour les céréales, plus de la moitié de l'alimentation mondiale (un tiers dans les pays industrialisés, deux tiers dans le tiers monde). Il faut savoir que les quatre cinquièmes du volume des céréales traitées et échangées dans le monde passent par quatre compagnies de négoce international américaines: Cargill, Bunge, Continental Grain, Harcher Daniel et Alied Mills.

On ne reviendra pas ici sur la mainmise du système économique américain sur l'alimentation mondiale; mais il faut voir la situation catastrophique que cette concentration et cette

"dépendance" planétaire engendrent dans les pays du tiers monde:

"(...) Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, les pays du tiers monde dans leur ensemble exportateurs de produits alimentaires sont devenus importateurs. Malgré l'augmentation de la production, comparable en pourcentage à celle des autres régions du monde, les déficits ont continué à augmenter. La situation n'apparaissait pas dans toute sa gravité car les pays de l'OCDE, urtout les USA, comblaient ce déficit par l'envoi de leur surplus de céréales sous le couvert de l'aide publique. Cela n'était pas de la bienfaisance, mais servait à éviter l'effondrement des prix sur les marchés internes des USA et à atténuer les tensions dans les pays du tiers monde. Au début des années 70, la situation a commencé à apparaître dans toute sa gravité: "l'aide publique" des USA s'est énormément réduite et les céréales sont devenues un atout économique et politique fondamental. En effet, elles contribuent à équilibrer la balance commerciale et constituent un moyen de pression politique dans les enjeux internationaux"(1).

Le mécanisme: "Tant que les Etats-Unis ont eu des excédents, ils ont promu les exportations dans le cadre des programmes gouvernementaux d'aide aux pays du tiers monde. Quand les excédents se sont résorbés et que les prix se sont raffermis (en 1973, les prix agricoles à l'importation ont augmenté de 56% et le volume de 20,5%) les conditions d'aide sont devenues plus draconniennes: le paiement en devises fortes devint la règle; les "assistés" devenaient des clients comme les autres, puis des clients de deuxième zone quand les prix s'envolèrent".

Quelques chiffres enfin pour tenter d'illustrer cette autre "dépendance": "le coût supplémentaire des importations de céréales, sous les effets combinés de l'augmentation des prix et du volume, a été estimé par la Banque mondiale à 5,2 milliards de dollars en 1973 et 8,4 milliards en 1974". D'où, pour être encore plus précis, le tableau suivant, qui cerne "l'estimation du coût supplémentaire des importations de céréales pour quelques pays du tiers monde en 1973 et 1974 par rapport à la moyenne 1970-1972" (source: Banque mondiale et secrétariat de l'Ocde):

	1 9 7 3			1 9 7 4		
Pays	Coût en millions de US $	% des importations en 1970-72	% du P.N.B. 1971	Coût en millions de US $	% des importations en 1970-72	% du P.N.B. 1971
Pays du tiers monde	+ 5.176	8	-	+ 8.376	13	-
Bangladesh	+ 337	-	7	+ 413	-	8
Sri Lanka	+ 85	21	7	+ 111	27	9
Inde	+ 255	11	0	+ 667	28	1
Pakistan	+ 105	13	1	+ 303	36	4
Egypte	+ 369	44	5	+ 603	73	8
Philippines	+ 84	7	1	+ 167	13	2
Sénégal	+ 79	32	8	+ 70	28	7
Corée (rép.de)	+ 430	19	5	+ 564	25	6
Brésil	+ 221	6	1	+ 125	3	0
Mexique	+ 179	7	1	+ 283	11	1
Chili	+ 142	15	2	+ 323	33	4

PS. Cette "dépendance" des pays du tiers monde depuis des années au chapitre alimentaire peut s'exprimer aussi de la façon suivante: actuellement, cent groupes réalisent près ou plus de 50% de la production mondiale dans le secteur agro-alimentaire (caractéristiques de la puissance économique et financière de ces sociétés: un potentiel de développement très important, une base technologique très diversifiée, une implantation très dispersée à travers le monde). L'aire géographique d'origine de ces géants (données 1974-1976):

— 48 d'entre eux ont leur siège aux Etats-Unis et font 52% du chiffre d'affaires total;
— 22 au Royaume-Uni;
— 9 en France;
— 7 au Japon;
— 2 aux Pays-Bas;
— 1 en Suisse.

Les cinq "grands" classés en fonction du bénéfice net (en 1974): 1. Unilever, 362.807.000 dollars de bénéfice net, 357.000 salariés; 2. Nestlé Alimentana, 250.093.000 dollars, 138.000 salariés; 3. Coca-Cola, 195.972.000 dollars, 31.755 salariés; 4. General Foods, 119.480.000 dollars, 47.000 salariés; 5. Beatrice Foods, 116.991.000 dollars et 65.000 salariés.

(1) Pour plus de renseignements et de précisions, une bonne lecture de vacances pour touristes en pays "chauds", un premier "résumé" de la situation qu'on peut se procurer auprès de la Confédération mondiale du travail (c.p. 122, 1211 Genève 20 CIC) intitulé "L'agriculture: manger, vivre mieux ou faire de l'argent", travail remarquable d'où nous tirons les citations et les tableaux ci-dessus. Puis, si vous avez envie de "creuser", la somme de Frances Moore Lappé et Joseph Collins, "L'industrie de la faim — Par-delà le mythe de la pénurie". Editions l'Etincelle. 1978 (pour la traduction française).